



PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES

Liberté
Égalité
Fraternité

Activité des inspecteurs de l'environnement dans le département de la Haute-Savoie : bilan 2022 et priorités 2023

1. Rappel : qu'est-ce qu'une ICPE ?

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains, est potentiellement une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

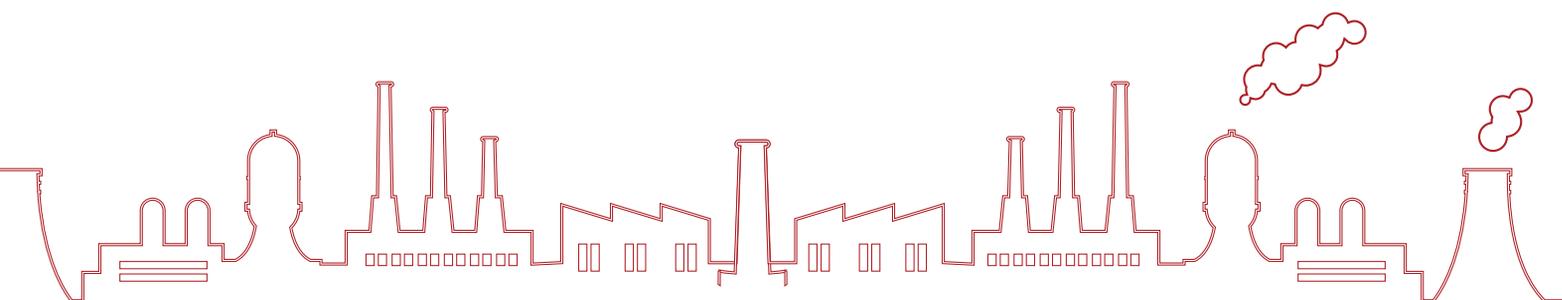
Les ICPE peuvent être très différentes, allant de certains élevages jusqu'au dépôt pétrolier, en passant par les usines, les entrepôts, les incinérateurs, les décharges, les éoliennes ou les carrières...

Les activités relevant de la législation des ICPE sont listées dans une nomenclature qui les soumet à un régime différent, en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients potentiels :

- **déclaration** : pour les activités les moins polluantes et les moins dangereuses, une simple déclaration en ligne par téléservice est nécessaire

- **enregistrement** : il s'agit d'une autorisation simplifiée visant des secteurs pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues et standardisées ;
- **autorisation** : pour les installations présentant les risques ou pollutions les plus importants, l'exploitant doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service, en démontrant la maîtrise des risques environnementaux et humains liés à son installation. Le préfet autorise le fonctionnement en imposant les règles techniques à respecter. Il peut aussi ne pas autoriser le projet.

L'inspection des installations classées est chargée de l'instruction des procédures ICPE ainsi que du contrôle des installations tout au long de leur vie.



Les ICPE du département

- 2 sites Seveso seuil haut ;
- 36 installations relevant de la directive IED ;
- 29 carrières ;
- 306 km de canalisations de transport dont 247 canalisations de gaz naturel.



Les chiffres clefs 2022 de l'inspection

Bilan des contrôles

- 195 inspections de sites industriels ;
- 18 contrôles inopinés de sites industriels ;
- 1 inspection d'appareils à pression ;
- 1 inspection de canalisations ;
- 27 mises en demeure ;
- 2 amendes.



Bilan de l'instruction

- 1 décision sur des dossiers soumis à autorisation ;
- 2 décisions sur des dossiers soumis à enregistrement.

La protection des riverains : plans de prévention des risques technologiques

- 1 PPRT en vigueur ;
- 1,4 M€ engagés par l'État pour le plan d'action dont 1,25 M€ déjà payés ;
- 9 logements à diagnostiquer pour des travaux de renforcement du bâti ;
- 3 biens d'activités acquis par procédure d'expropriation (sur 3).

3. Actions thématiques en 2022 et perspectives 2023

L'inspection planifie ses contrôles selon la typologie des établissements : par exemple, **des contrôles ont lieu tous les ans sur les sites Seveso Seuil Haut**, mais tous les sept ans (au maximum) pour des établissements soumis à enregistrement.

L'établissement des priorités 2023 s'est fait dans un contexte particulier, avec l'élaboration des **orientations stratégiques pluri-annuelles 2023-2027 de l'inspection des installations classées (OSPIIC)**.

Les précédentes OSPIIC avaient été marquées par des changements majeurs :

- **l'augmentation de la présence terrain**, notamment dans le cadre des actions «post Lubrizol», adossée à des renforts des effectifs de l'inspection des installations classées,
- **des outils numériques** nouveaux, et de nouvelles téléprocédures.

Les nouvelles OSPIIC s'inscrivent dans **une forme de continuité**, avec le maintien de l'effort sur la présence terrain. Néanmoins des inflexions sont à noter sur certaines thématiques (meilleure prise en compte des risques liés au changement climatique et au vieillissement du parc industriel, du développement des énergies renouvelables, et des enjeux liés aux nouvelles technologies et à la décarbonation de l'économie) et sur certains outils (pour favoriser la transparence et l'information des parties prenantes).

■ Les actions thématiques en 2022

Selon l'accidentologie et l'évolution de la réglementation, certaines inspections sont orientées thématiquement, selon des priorités définies annuellement. En 2022, les thèmes principalement contrôlés sont précisés ci-après.

► **Les thèmes choisis au niveau national :**

- Fin de l'action nationale 100m (contrôles effectués dans les sites situés dans la bande des 100m des établissements Seveso, afin de vérifier que des phénomènes dangereux issus de ceux-ci n'ont pas d'impact non anticipé sur les sites Seveso);
- Action de contrôle de dépôts de déchets de l'industrie extractive ;
- Action coordonnée avec l'inspection du travail sur la sous-traitance dans les installations Seveso ; Déchets : réception des déchets dans les Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux ;
- Maîtrise des risques d'incendie dans les installations de traitement de surface ;
- Surveillance des rejets des grandes installations de combustion ;
- Surveillance d'acteurs économiques soupçonnés de manipuler/commercialiser des substances sous forme nanoparticulaire sans avoir déclaré au préalable leur activité ;

► **Les thèmes régionaux**

- Action « coup de poing » portant sur le contrôle de la défense incendie opérationnelle et des moyens de rétention sur les sites à autorisation ;
- Exercices POI inopinés en heures non ouvrées (POI : plan d'opérations interne. Il s'agit d'exercice de crise) ;
- Management de la sécurité lors des opérations de maintenance ;
- Inspection de l'alimentation en combustible gazeux dans les chaufferies et émissions atmosphériques des chaufferies (poursuite de l'action 2021) ;
- Sécurité foudre et des audits électriques ;
- Contrôle de la nature des déchets reçus en carrières et en Installations de Stockage de Déchets Inertes (caractère inerte, origine) ;
- Inspections chantiers sites et sols pollués : contrôle registre des terres excavées.

■ Perspectives et chantiers pour 2023

En complément de la stratégie pluriannuelle, le ministre de la Transition écologique a défini des thématiques d'actions nationales, notamment :

- **une action « sécheresse »** visant à limiter les consommations d'eau des industriels de manière structurelle et particulièrement en période de sécheresse ;
- **le contrôle des rejets atmosphériques** des installations soumises à autorisation ;

- **le stockage de matières combustibles** en entrepôts couverts ;
- **le stockage de liquides inflammables.**

Par ailleurs, **une vaste campagne de contrôle ciblée portant sur les produits chimiques a été menée en mars 2023**, à la demande de Fabienne BUCCIO, préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète du Rhône, par les inspecteurs de l'environnement de la DREAL et des DDPP. Dans ce cadre, les conditions de stockage et de mise en oeuvre des produits chimiques des établissements industriels en région ont été contrôlées. Visant à prévenir les risques accidentels et les risques de pollutions, cette campagne de contrôle portait sur la conformité des dispositifs de rétention, la rédaction de consignes de sécurité et d'intervention en cas d'écoulement accidentel, la conformité de l'étiquetage des produits chimiques dangereux entreposés et utilisés, la disponibilité et la prise en compte des informations présentes dans les fiches de données de sécurité.

Au total, 296 établissements industriels ont été inspectés sur l'ensemble de la région.

Des non-conformités ont été relevées sur 216 établissements. Elles étaient majoritairement mineures, mais pour 13 d'entre eux, les préfets de départements ont pris des arrêtés préfectoraux de mise en demeure de se conformer aux dispositions réglementaires dans des délais brefs. Pour les deux tiers des établissements inspectés, les contrôles relatifs à l'entretien et l'étanchéité de l'ensemble du dispositif de rétention se sont révélés conformes. Les trois quarts des établissements inspectés respectent les exigences réglementaires d'étiquetage des produits chimiques et de gestion des incompatibilités.

Enfin, à plus petite échelle, **plusieurs actions thématiques seront également menées en complément de l'action habituelle de contrôle :**

- autosurveillance des rejets aqueux (continuation d'une action nationale de 2022) ;
- continuation de l'opération « POI Inopinées » (exercices de crise hors heures ouvrées) ;
- contrôle de la nature des déchets reçus en carrières et ISDI ;
- dispositifs de traitement des composés organiques volatils et des poussières (rejets atmosphériques) ;
- contrôles des équipements sous pression exploités dans les stations de ski ;
- plusieurs autres actions concernant les déchets, la directive IED, les sites et sols pollués.



Focus : pollution aux perfluorés (PFAS) à Rumilly

Depuis l'automne 2022, le secteur de Rumilly fait l'objet d'une vigilance accrue de la part des services de l'État en raison de la présence dans les eaux de substances per- et poly-fluoroalkylées (appelées « PFAS »).

Le premier comité des élus s'est tenu le 24 février 2023, et a permis d'associer l'ensemble des maires des communes de la communauté de communes Rumilly Terre de Savoie (CCRTS), le conseil départemental, les parlementaires, les syndicats de gestion des eaux (SMIAC, SILA, CISALB), ainsi que les services de l'agence de l'eau et la fédération de pêche.

Il a permis de faire un point d'étape sur l'ensemble des actions engagées par les services de l'État et la collectivité.

La sécurisation du réseau d'eau potable de Rumilly

Depuis le mois de novembre 2022, les captages de Broise et de Madrid, situés sur le territoire communal de Rumilly, ont été déconnectés du réseau de distribution d'eau potable de Rumilly, du fait des concentrations en PFAS mises en évidence par les contrôles sanitaires réalisés sous le pilotage de l'Agence Régionale de Santé (ARS).

L'interconnexion avec le territoire du Grand Annecy est temporairement mobilisée pour approvisionner la commune de Rumilly, dans le cadre d'une convention d'entente, et pour compenser les volumes nécessaires. Les contrôles de l'ARS ont permis de confirmer la qualité de l'eau distribuée.

L'usine CPF/NESTLE a également mis à l'arrêt les captages privés qui approvisionnaient le site et s'est raccordée au réseau d'adduction en eau potable de la collectivité.

La CCRTS a engagé, en lien avec les services de l'ARS, un plan d'actions visant à disposer de solutions alternatives pour l'approvisionnement de

la commune : étude de solutions de traitement de l'eau, actions de sobriété des usages, recherches de ressources de substitution...

L'identification des potentielles sources de pollution

La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) a recherché les sources potentielles de cette pollution, celles-ci étant multiples et en partie historiques. L'identification s'est déroulée en plusieurs phases distinctes, avec des actions à l'échelle locale et des actions à l'échelle régionale.

La DREAL a recherché la présence des activités industrielles connues comme ayant recours ou ayant eu recours à l'utilisation des PFAS. 3 entreprises ont été identifiées et font l'objet d'un programme d'analyses et d'actions spécifiques (établissement Tefal, ex usine Salomon, ex tannerie BCS). Ces actions ont été élargies à deux anciennes décharges communales.

Par ailleurs, la DREAL prescrit, chaque année, la réalisation de contrôles inopinés des rejets dans l'eau à une partie du parc des entreprises relevant de la réglementation ICPE. Ces contrôles inopinés sont désormais systématiquement étendus à la recherche des PFAS.

125 contrôles inopinés des rejets dans l'eau ont été réalisés en 2022 sur l'ensemble de la région, dont 3 sur la zone de Rumilly. À l'échelle de la Haute-Savoie, aucun contrôle inopiné n'a conduit, par les concentrations trouvées, à mener des investigations complémentaires.

Un contrôle inopiné des rejets dans l'air a également été diligenté sur l'une des entreprises de la zone de Rumilly (établissement Tefal), sans qu'aucune substance PFAS n'ait été détectée.

La surveillance et les mesures se poursuivent en 2023.